

APPORTS DE LA SOCIOLOGIE A L'HISTOIRE.

Je ne voudrais pas, en préambule, reprendre ce qu'a dit excellemment Monsieur Busino concernant l'histoire des relations entre sociologues et historiens depuis le début de ce siècle. J'avais préparé quelque chose dans ce sens, mais il n'y a pas de profit à répéter deux parties d'exposés qui seraient absolument identiques. Ce qui a été dit tout à l'heure, concernant la façon dont les rapports entre sociologues et historiens se sont envenimés dans les vingt ou trente premières années du vingtième siècle, en particulier dans l'espace culturel français, est non seulement tout à fait exact, mais tout à fait probant pour montrer à quel point s'instituaient des pratiques scientifiques différentes et à partir de là, comment pouvait se creuser un fossé qui n'a pas été comblé depuis.

Cependant, je viens avec des intentions tout à fait iréniques, parler bien plus des apports des sociologues aux historiens que de ces rapports difficiles qui peuvent s'instituer ici et là et marquent les temps forts de ces relations. Qui ne connaît d'ailleurs les formules de Lévi-Strauss à la fin du « *Miel et des cendres* » qui ont mis les historiens français qui lisent les sociologues vraiment hors d'eux, lorsqu'ils ont lu que s'il y avait une différence entre les Grecs et les Nambikwara, c'était une différence accidentelle ; s'il y avait eu un miracle grec d'un côté et si d'autre part les Nambikwara avaient traversé les siècles sans bouger, sans ce « take-off » culturel qu'a été le miracle grec, c'était accident, hasard : le domaine des historiens... Laissons donc cela, il y a tout de même une autre façon de voir les choses.

Des éléments historiographiques qu'a présentés Monsieur Busino, je voudrais cependant retenir deux ou trois petites choses qui portent sur l'espace culturel français ; elles sont à préciser, et importent à mon propos, c'est-à-dire à l'essentiel qui viendra après, à savoir les apports thématiques d'une part et d'autre part, les apports méthodologiques que les sociologues ont fournis aux historiens.

Je voudrais souligner tout de même un fait qui m'a toujours troublé ; les historiens qui ont été novateurs en France, c'est-à-dire l'*Ecole des Annales*, des années 1929, avaient été profondément marqués par les sociologues, leurs contemporains et leurs prédécesseurs. C'est lisible dans les premières années des *Annales* sous les plumes de Marc Bloch comme de Lucien Febvre ; c'est l'influence de Durkheim, Lévy-Bruhl, Marcel Mauss et Maurice Halbwachs, soit l'importance exceptionnelle dans l'évolution des sciences humaines, en France, du groupe de

Strasbourg dans les années 1920 à 1934-1936. Dans cette université redevenue française après cinquante années de germanisation intensive, un groupe pratiquait le travail interdisciplinaire dont on nous rabat les oreilles aujourd'hui. Chaque semaine, les différents professeurs, historiens comme Lucien Febvre et Marc Bloch, sociologues, comme Halbwachs, à partir du moment où il est arrivé, géographes, comme Baulig, sociologues ou plus exactement spécialistes en droit canonique en mutation sociologique comme Gabriel Le Bras, psychologues-sociaux comme Blondel, ne manquaient jamais le rendez-vous ; autant qu'il me souvienne, puisque c'est Lucien Febvre et Madame Febvre qui l'ont raconté le plus volontiers. C'était le samedi : chacun apportait un livre sous le bras pour discuter de l'intérêt qu'avaient les problèmes spécifiques de leur discipline pour les autres ; là s'est fait le travail en commun entre sociologues et historiens. Ça a été une époque de l'histoire scientifique française qui a eu sa fécondité immédiate. Je ne voudrais citer que quelques noms : voici un professeur d'histoire qui est arrivé tard et s'est mêlé au groupe, c'est Georges Lefebvre ; quel plus remarquable article d'histoire sociologique ou de sociologie historique que « *Les foules révolutionnaires* » de Georges Lefebvre. Sa participation à ce travail d'élucidation interdisciplinaire l'a aidé tout à fait fraternellement à comprendre ce qui se faisait chez les sociologues, à en tirer parti pour lui, et mieux expliciter un phénomène qui est fondamental dans l'explication de la Révolution française, à savoir la formation des foules révolutionnaires et leur rôle politique et social. Ce qu'il faudrait comprendre, toujours dans le système français, c'est le tassement qui s'est produit après 1945. L'histoire qui bouge en France entre 1929 et la seconde guerre mondiale, c'est l'histoire des *Annales*, et en sous-main, moins visible, parce que ses promoteurs étaient jeunes encore, une histoire marxiste qui a produit ses fruits depuis, beaucoup plus après la guerre, à partir de 1950 environ. Depuis 1945, on ne peut parler de rapprochement entre la sociologie et l'histoire. Peut-être, parce que la sociologie française s'est sectorisée, elle s'est ornée d'adjectifs. Lorsque Halbwachs parlait des classes sociales, il parlait en sociologue qui voulait élucider ce qu'il fallait entendre par classe sociale, pour comprendre une société déterminée. Maintenant nous avons des sociologues qui font de la sociologie religieuse, d'autres de la sociologie industrielle, d'autres de l'ethnologie française ; dans une certaine mesure, les ambitions que j'appellerais généralistes qui étaient de droit dans les premières générations du XX^e siècle, ont disparu au profit de cette sectorisation qui tourne finalement à l'application. Ce que j'appellerais de la sociologie appliquée, et dont Monsieur Busino n'a rien dit, mais qui pose bien des problèmes, en particulier lorsque l'on veut étudier la façon dont on pourrait intégrer l'enseignement de la sociologie dans l'enseignement secondaire. Puis est intervenue la définition de nouvelles méthodes dans lesquelles les sociologues sont entrés de plain-pied, alors que les historiens sont encore en train de piétiner à la porte, tout le secteur informatique dont il a été parlé tout à l'heure. Ce qui a eu comme corollaire avant même d'ailleurs

que l'informatique d'aujourd'hui soit mise en place, l'adoption de méthodes qui n'étaient pas celles des sociologues de la première et de la deuxième génération. Le questionnaire et l'enquête par questionnaire n'est pas, à mon avis, la plus belle réussite de la sociologie contemporaine, et l'on pourrait discuter longuement là-dessus. Enfin est intervenue, et de cela je porte témoignage direct, dans les rapports entre sociologues et historiens depuis la deuxième guerre mondiale, une certaine condescendance des sociologues à l'égard des historiens quant à leurs méthodes générales d'explication (sur la méthodologie historique, il faudra encore s'entendre, il y a la méthodologie définie par Langlois et Seignobos, et les méthodologies qui sont adaptées à des problématiques nouvelles) ; sur ce point les sociologues français de ma génération nous regardent de haut, disant que nous manquons de capacités conceptualisatrices.

Voici donc quelques précisions nécessaires avant d'aborder le fond de la question.

Je voudrais maintenant mettre l'accent, comme je vous l'ai annoncé tout à l'heure, sur ce que les historiens ont pu trouver chez les sociologues, même si c'est au corps défendant des sociologues. Sur ce plan, nous pouvons présenter les choses de façon terre à terre, dans une perspective tout à fait fondamentale quant aux préoccupations des historiens, le rapport entre individu et société. Les historiens ont été mis en demeure de définir quels rapports ils établissaient dans l'histoire traditionnelle entre les grands hommes qui font l'histoire — titre de la collection que vous connaissez — et les sociétés qui portent ces grands hommes. Bien souvent, l'on ne se préoccupait pas tellement de ces sociétés. Il a fallu faire un effort pour établir les rapports de l'individuel au collectif. Je suis sûr que la raison d'être fondamentale d'un livre comme celui de Lucien Febvre qui s'intitule « *Martin Luther* » que vous connaissez certainement et qui date de 1927, est celle-là. Apparemment et si vous lisez le livre tel qu'il est présenté, vous avez l'impression qu'il fallait démolir Denifle et une certaine interprétation du luthéranisme qui faisait trop de bruit. Mais si vous prenez le livre en diagonale et par les préoccupations qu'il révèle et par les types d'explications qu'il formule, vous vous apercevez que Lucien Febvre a essayé sans cesse de définir quelle était la situation de Martin Luther en face des hommes, en face de l'Allemagne et des différents groupes qui constituaient la société allemande. Ce n'était pas tellement facile à faire avec les moyens et l'information dont il disposait ; mais tel est le sens de cette transformation qui n'a fait que s'accroître avec le temps et qui a touché, je crois, tous les historiens.

Des noms ont été lancés tout à l'heure, que je vais reprendre. H.I. MARROU que vous connaissez sans doute, ne serait-ce que parce qu'il a écrit un petit livre « *De la connaissance historique* » dont tout le monde se sert, les philosophes, les historiens, les sociologues sans doute aussi. Au départ, H.I. MARROU, « *Saint Augustin et la fin de la*

culture antique », c'est saint Augustin qui est essentiellement au cœur de l'ouvrage. H.I. MARROU, vingt ans après, c'est « *Histoire de l'éducation dans l'Antiquité* », — et non pas histoire de l'éducation, histoire du plat de lentilles, histoire du brouet spartiate, — histoire de l'éducation dans les différentes sociétés antiques et la place de cette éducation comme formation d'un modèle d'homme, c'est-à-dire une formulation et une problématique qui est une problématique de sociologue. J'ai cité Philippe ARIES, pour qui j'ai une sympathie particulière parce qu'il n'est pas historien de profession, ni universitaire, donc non classable. Philippe ARIES est un historien qui se préoccupe uniquement des mouvements collectifs. Quand il étudie *L'enfant et la famille dans la société française d'Ancien Régime*, il s'agit aussi du modèle éducatif saisi par rapport aux classes dominantes de la société de l'Ancien Régime ; mais il recherche comment on a défini petit à petit ce modèle, comment les rapports entre l'école, la famille et la société globale se sont transformés entre la fin du Moyen Age et le 18^e siècle. Ces personnalités se sont formées à une discipline, dans un premier temps, mais ont élargi leurs propos en fonction des problématiques qui étaient proposées par les sociologues. Et je ne crois pas qu'il faille dire qu'il s'agit simplement d'un transfert de thèmes. C'est peut-être l'impression que peuvent donner certaines pages de Lucien FEBVRE : celles où il dit qu'un historien doit ouvrir les fenêtres, il doit bien considérer qu'il n'est pas seul au monde ; d'autres sciences humaines se développent, et sont intéressantes ; laissez circuler l'information qui pourrait venir de ces autres sciences humaines. Les historiens ne seraient alors que des grappilleurs récupérant des thématiques et les transposant dans l'étude des sociétés passées. Le transfert est plus profond ; les historiens ont transféré aussi les hypothèses de recherches, la façon de poser les problèmes.

Un autre exemple me paraît aussi probant. En 1942, ce spécialiste de droit canon qui est devenu sociologue à sa maturité, Gabriel Le Bras publie un petit manifeste en faveur de l'étude de la pratique religieuse, d'une étude sociologique de la pratique religieuse en France. Lorsqu'il lance le manifeste, le travail est d'ailleurs déjà commencé, puisque peu après la guerre, en 1947, a paru dans les « *Cahiers du clergé rural* » la fameuse carte du chanoine Boulard où la pratique religieuse française se trouvait jaugée, estimée, diocèse par diocèse, en distinguant différentes sortes de pratiques qui sont devenues tout à fait classiques pour la sociologie religieuse française : les fameux pascalisants, les saisonniers, etc. tout cela maintenant bien connu. Gabriel Le Bras était historien du droit canon d'origine, sortant de cette Ecole de Strasbourg dont j'ai parlé tout à l'heure. Il avait autour de lui non seulement de jeunes sociologues mais aussi des historiens, qui essayaient non pas de reprendre exactement les mêmes hypothèses de travail, c'est-à-dire les mêmes définitions pour reconstituer la pratique religieuse qui jusqu'ici n'avait pas intéressé tellement les his-

toriens. L'histoire religieuse en France fut longtemps une histoire politico-religieuse, l'histoire des relations entre les évêques, le roi et Rome.

Exemple de ce premier transfert ; dans les années 60, paraissait une étude de Madame MARCIHACY, intitulée « *Le diocèse d'Orléans sous Monseigneur Dupanloup (1850-1875)* », qui était une étude de la pratique religieuse dans ce diocèse au milieu du 19^e siècle, faite à partir d'un matériau documentaire exceptionnel ; car Monseigneur Dupanloup était un administrateur remarquable ; dès son arrivée dans ce diocèse, il avait fait faire une enquête générale sur le clergé et les fidèles et il avait fait renouveler cette enquête une quinzaine d'années plus tard. Les matériaux de ces enquêtes ont été conservées à l'évêché d'Orléans et aussi aux archives départementales qui ont brûlé en 1940 ; à partir de quoi, Madame Marcihacy a pu essayer de reconstituer ce qu'était la pratique religieuse essentiellement dans la partie nord du diocèse, c'est-à-dire dans la Beauce, au nord de la forêt d'Orléans. Peu m'importent ici ses conclusions et ce qu'elle dit de cette pratique religieuse des paysans beaucerons (même si cela ne manque pas de pittoresque). Comme les sociologues, elle a reconstitué la pratique occasionnelle et la pratique régulière, elle a décrit des niveaux de pratique. De telles opérations ne sont possibles que si le matériel documentaire existe. Pour des siècles plus anciens et pour des diocèses moins favorisés que le diocèse d'Orléans, vous n'avez pas les documents de base ; c'est d'ailleurs le grand argument des sceptiques de tout poil, qui sortent de l'Ecole des Chartes ou d'ailleurs. Nous n'avons certes pas tous les matériaux, nous ne travaillerons jamais comme des sociologues, puisque ceux-ci interrogent le vivant ; mais nous pouvons retrouver du matériel divers que nous pouvons utiliser ; à partir des procès-verbaux de visite qui deviennent tout de même assez réguliers aux 16^e, 17^e et 18^e siècles suivant les diocèses français, nous pouvons bien savoir bien des choses sur les fidèles, leurs relations avec le clergé, dans le quotidien et leurs conceptions de la vie religieuse. Mais il y a plus ; ce qui, je crois, montre bien comment une collaboration plus ou moins fraternelle entre sociologues et historiens peut être féconde, c'est qu'à partir des hypothèses de travail qui avaient été formulées par les sociologues, vous pouvez continuer à travailler sur la vie religieuse dans les siècles passés de l'histoire française en renouvelant vous-même cette problématique.

Autre exemple, un point d'aboutissement qui est très récent, le livre de Monsieur Gérard BOUCHARD sur un village de Sologne aux 17^e et 18^e siècles. Grâce au curé qui tenait à peu près ses mémoires et grâce à une interrogation très serrée de toute la documentation qui concerne ce village, l'auteur arrive à la problématique suivante qui est à mon sens dans le droit fil de la recherche des sociologues dans leur premier temps. Quel est le rôle du clergé et de la vie religieuse dans l'équilibre social que représente une communauté villageoise d'Ancien Régime ? Les éléments extraits de l'histoire économique et sociale prouvent à

satiété que c'était une communauté accablée par le système seigneurial, par la mauvaise qualité de ses sols, par une surmortalité exceptionnelle. Le phénomène religieux n'apparaît pas comme on serait tenté de le penser, comme une simple compensation. C'est beaucoup plus compliqué, car dès l'instant où clergé et fidèles ne s'entendent pas, l'équilibre est meilleur que s'ils s'entendent. Des combats sont incessants entre les fidèles qui veulent maintenir la vieille conception médiévale de leur religion, soit tout ce que le curé lui-même appelait superstitions, processions, pèlerinages inutiles... Ces Solognots étaient attachés à cette forme de vie religieuse condamnée par le Concile de Trente, que le curé était chargé de faire disparaître et qu'ils ont maintenus bon an, mal an, jusqu'à la veille de la Révolution. Les grands problèmes posés par la pratique religieuse ne sont pas simplement de savoir s'il faut compter les fidèles et s'il y a beaucoup de pascalisants ou non ; les historiens ont à comprendre ce que signifie la déchristianisation, pourquoi elle s'est produite et quel équilibre social en résulte ; ce qui n'est pas une notion d'historien de 1900, mais d'historien frotté de sociologie qui ne cesse de se poser le problème des rapports entre les différents groupes sociaux à l'intérieur d'une société globale.

Ainsi, le transfert que les sociologues ont amené les historiens à faire n'est pas un simple transfert thématique, il ne porte pas seulement sur les hypothèses plus ou moins récupérables suivant l'état des archives ; il porte sur ce que les sociologues appellent les paramètres, les variables, c'est-à-dire les éléments explicatifs, qui peuvent introduire dans notre compréhension des sociétés passées les données sur lesquelles les historiens n'avaient pas encore réfléchi. Autrement dit, les sociologues ont obligé les historiens à un effort d'imagination et leur ont rendu un énorme service ; car si l'imagination n'a pas de place dans la vie scientifique des historiens, nous risquons de devenir d'horribles rabâcheurs. Et si les historiens cherchants ne font pas ce chemin, il n'y a pas de raison que d'autres le fassent pour eux.

Ce qui m'amène à mon deuxième point, les apports méthodologiques. Le renouvellement de l'histoire est en marche. Même les historiens que j'appellerai néo-positivistes, style Roland Mousnier, ne peuvent pas être des historiens comme il y a 50 ou 70 ans. A partir du moment où les historiens s'efforcent de comprendre le collectif, à la mode des sociologues, où ils s'efforcent d'appréhender des groupes sociaux et d'analyser ces groupes sociaux, ils se trouvent aux prises avec des problèmes qui n'étaient évidemment pas posés lorsque Langlois et Seignobos écrivaient leur fameux traité sur la méthode historique, s'attachant essentiellement à définir la critique du document.

Je ne dis pas que cette méthode soit à mettre au panier ; un certain nombre d'errements lisibles aujourd'hui tiennent précisément au fait que les historiens néophytes ont mal résisté au prestige des grands nombres et se sont dispensés dans bien des cas de la critique du document, parce que ce document était chiffré. Il y a un prestige

étonnant du chiffre : lorsque dans un document ancien figurant des listes avec des nombres en face des noms, l'historien ne fait pas le même effort que face à un discours ; et c'est dommage. La méthode traditionnelle garde toutes ses vertus et doit continuer à être pratiquée. Il n'en reste pas moins que les historiens prenant en charge des objectifs différents de ceux qui étaient de mise à la fin du 19^e siècle, se trouvent aux prises avec des masses documentaires énormes qu'ils ne peuvent pas exactement traiter comme les sociologues. Ce sont des inventaires après décès, des procédures, des délibérations de conseils communaux ou autres ; tout cela à appréhender solidement pour écrire une histoire sociale nouvelle.

La fameuse règle de l'exhaustivité, une des chartes de Langlois et Seignobos, est morte ; les historiens vont prendre chez les sociologues des méthodes qui ne leur appartiennent pas primitivement, et qu'ils vont adapter ; essentiellement à mon sens les méthodes du sondage et de l'échantillon. D'ailleurs la règle de l'exhaustivité n'a pas toujours été respectée par les savants prédécesseurs, et je ne suis pas tout à fait convaincu que épistémologiquement parlant, elle ait pleine valeur. Ce que nous appelons exhaustif finalement, c'est ce qui reste dans des archives, c'est-à-dire un faux exhaustif. Les archives ne sont pas des monuments qui ont été particulièrement soignés, en tout cas en France ; bien souvent ce qui est donné par les archives est résiduel avec des lacunes affreuses qui gênent beaucoup le chercheur, dès l'instant où il est parti avec en tête un problème sans se soucier de ce qu'il pourrait trouver dans les archives. Donc il y a matière à discussion sur la règle de l'exhaustivité telle qu'elle était appliquée autrefois. Il n'empêche que si vous voulez reconstituer, disons le niveau de vie de la bourgeoisie chartraine au 17^e siècle, Chartres n'étant qu'une petite ville de moins de 20.000 habitants, vous ne pouvez pas espérer sur un demi-siècle, manipuler tous les inventaires, tous les contrats de mariage, tous les actes notariés qui concernent cette bourgeoisie et qui ont été conservés aux archives départementales de l'Eure-et-Loir. Donc il faut faire un choix. Il y a là toute une propédeutique qui devrait faire partie, à mon sens, de l'enseignement historique dans les universités à l'heure actuelle. Les sociologues nous ont rendu un énorme service, car ils pratiquent le sondage depuis bien longtemps. Ils nous ont montré l'efficacité de la méthode ; il faut prouver aux historiens que le sondage au dixième est bon ; ou encore un sondage systématique au hasard. Lui faire admettre qu'un sondage systématique au hasard est meilleur qu'une tentative exhaustive qui va demander 25 ans de travail, n'est pas facile. Cependant la partie est gagnée dans la mesure où les historiens ont compris précisément qu'ils ne peuvent pas faire à la fois de l'histoire sociale et prétendre voir toutes les sources qui pourraient être utiles pour définir une population déterminée.

Deuxième exemple de méthodes transférées de la sociologie à l'histoire, l'échantillon. Construire un échantillon de population, lorsqu'on ne veut pas s'enfermer dans une classe sociale déterminée, est

une démarche tout à fait légitime dans la mesure où nous avons toujours besoin de reconnaître ce qu'ont été les sociétés globales et leurs transformations. Construire un échantillon de population, c'est une technique si l'on veut, (sans connotation péjorative). Il faut d'abord avoir fait un recensement quantitatif pour connaître quelle est la répartition globale de cette population par catégories socio-professionnelles, de même que la répartition géographique de cette population. Mais ensuite lorsque vous avez la grille générale, vous allez pouvoir construire un échantillon exactement comme un sociologue. J'ai été très frappé d'ailleurs de constater que dans ce domaine et dans ces discussions de couloirs, de rencontres plus ou moins fortuites, que nous pouvons avoir entre historiens, ce qui a le plus persuadé nos collègues de bonne volonté, que la pratique de l'échantillon était une pratique valable, ce sont les élections présidentielles et les référendums qui sont le fait de la V^e République depuis une quinzaine d'années : c'est-à-dire l'opération qui est mise en place par les instituts spécialisés qui permet d'avoir les résultats à peu près une demi-heure ou une heure après la clôture du scrutin, grâce à la construction d'un échantillon. Ce ne sont pas les seuls sociologues qui ont persuadé les historiens dans ce domaine, ce sont aussi les pratiques de ces grands instituts qui ont l'habitude de construire des échantillons de ce genre. Il est parfaitement plausible aujourd'hui de faire travailler de jeunes historiens en leur faisant construire un pré-échantillon ; en le mettant à l'épreuve pendant 3 ou 6 mois et en faisant construire ensuite l'échantillon définitif sur lequel se fera la recherche proprement dite. C'est à mon sens un pas en avant qui est réalisé par la grâce des sociologues et des transferts qui peuvent ainsi s'établir de la sociologie à l'histoire.

Reste un autre exemple, mais je le présenterai avec prudence, car il pose de gros problèmes. C'est l'analyse de contenu. L'exemple n'est pas bon, non par la faute des sociologues, mais par la faute des linguistes. La linguistique à l'heure actuelle, est en train de proliférer et d'autre part de se sectariser, si je puis dire, de telle sorte qu'il est extrêmement gênant de parler d'analyse de contenu avec des linguistes. Si vous n'êtes pas de la bonne école ou si vous n'avez pas compris la bonne école, il est bien entendu que vous êtes bon à jeter au panier. Je ne ferai donc état que de l'intention. L'historien analyse les textes suivant une méthode qui est une méthode intuitive pour une part et thématique pour une autre part. Ce qui est thématique, c'est le contenu du discours ; l'historien s'intéresse à ce qui est dit. Ce qui est intuitif, lorsque l'historien a une intelligence assez déliée, c'est de trouver ce que le discours ne dit pas, mais par des méthodes qui relèvent de l'intuition déductive et d'une imagination toujours en mouvement. Exemple, ce que dit Marc BLOCH dans certaines pages des « *Rois thaumaturges* », 1924, ce que dit Lucien FEBVRE dans la dernière partie de « *La religion de Rabelais et le problème de l'incroyance au XVI^e siècle* ». Tout cela est présenté de façon fort intelligente, mais encore une fois, par petites touches successives non systématisables.

Il est bien entendu qu'une méthode d'analyse du discours qui soit linguistique, permet de retrouver de façon beaucoup plus sûre les tics du discours, ses fréquences notionnelles beaucoup mieux que par une analyse au fil des phrases telle que la pratique l'historien d'habitude. Soit l'exemple de Madame ROBIN, l'analyse des cahiers de doléances de Semur-en-Auxois. Son ouvrage a été publié il y a quelques années, sous un titre abusif d'ailleurs : « *La société française à la veille de la Révolution : Semur-en-Auxois* ». C'est une étude sur le bailliage de Semur-en-Auxois et essentiellement les cahiers de doléances. Madame Robin s'est attaquée aux cahiers de doléances primaires. Mais comme elle a une passion pour la linguistique, elle a utilisé des méthodes qui sont partiellement des méthodes de linguiste, tout au moins de sémantique. L'analyse du vocabulaire se fait par la mise en place de ce vocabulaire sur des grilles. Madame Robin analyse la fréquence des mots dans différents cahiers de doléances primaires. Ce qui permet de souligner une de ses conclusions. Lorsque ces cahiers de doléances sont habituellement lus par des spécialistes qui cherchent à définir ce qu'était l'esprit public à la veille de la Révolution, ils disent que, au fond, les Français en 1789 ne pensaient pas à la Révolution ; le terme même de Révolution ne se trouve nulle part dans les cahiers ; or Madame Robin vous prouve le contraire ; certes les paysans de Semur-en-Auxois ne parlent pas de Révolution. Seulement ils veulent l'abolition de tout le régime seigneurial ; droit après droit, l'abolition de la dîme, des relations de dépendance entre seigneurs et paysans, vous faites la somme et vous vous apercevez que cela vaut bien une révolution ; par conséquent vous pouvez utiliser cette méthode et arriver à des conclusions qui sont tout de même un peu plus solides et un peu plus sûres que ce que j'appelle l'analyse intuitive et thématique du discours.

Pour finir, je voudrais poser le problème qui est sous-jacent à l'interrogation de l'organisateur de ce colloque. Est-ce que les deux métiers se rejoignent ? Et s'ils ne se rejoignent pas, pourquoi ?

Je dirai volontiers que *in abstracto* les deux métiers peuvent se rejoindre sur l'objet, c'est-à-dire qu'ils étudient des sociétés humaines. Les uns dans le présent, les autres dans le passé. C'était un des aspects de la vieille polémique des années 1900 à 1914 qu'a rappelée Monsieur Busino tout à l'heure. Seulement c'est une distinction très artificielle. Car l'étude d'un sociologue qui a travaillé sur le loisir dans la ville d'Annecy, dans les années 1950, publiée à l'heure actuelle, est devenue de l'histoire. Mais les choses sont évidemment un peu plus compliquées que cela. Dans la pratique et dans la pratique universitaire française telle qu'elle a été évoquée d'ailleurs tout à l'heure fort justement en une seule phrase, il n'est pas possible qu'historiens et sociologues se rejoignent dans l'instant. Pour des raisons qui tiennent aux susceptibilités personnelles et pour des raisons qui sont idéologiques. Il y a dans les écoles sociologiques françaises un préjugé antihistorique

que j'appellerai volontiers anti-marxiste. Ils ont l'impression que faire entrer dans leur schéma un processus historique, c'est donner raison à des explications marxistes, marxistes ou marxisantes. Puis joue l'attachement à des faisceaux de pratiques divergents. Un sociologue travaille avec des préambules du style « *ceteris paribus* » ; je prends une variable et je suppose que les autres ne bougent pas. Et de voir ce que donne cette variable. Un historien fondamentalement ne peut pas faire cela. Il ne peut jamais dire « *ceteris paribus* », parce qu'il sait que toutes les variables bougent à la fois. Et à partir de ce moment, s'introduit la divergence. Un exemple personnel, j'ai participé, il y a quelques années à un grand rassemblement qui se tenait à Royaumont, où les sociologues m'avaient invité à parler éventuellement du loisir dans l'histoire. Il y avait là Lazarsfeld d'ailleurs, qui était d'une agressivité invraisemblable. Il fallait dans l'instant lui dire ce qu'était le loisir dans la France de François I^{er}. Les mêmes disciples de Lazarsfeld, un beau jour vous écrivent : « Qu'est-ce que tu penses du temps de travail dans la France du XVIII^e siècle ? ». Dans l'instant rien, car je n'ai pas toutes les archives de France dans la tête ni un petit ordinateur pour répondre. Mais il y a aussi quelque chose de plus. La supériorité des sociologues sur les historiens est, je crois, dans l'analyse logicienne. Trop longtemps, les historiens ont raisonné avec des catégories trop faibles. Ne serait-ce que la fameuse catégorie médiévale « *post hoc propter hoc* ». Elle ne vaut pas cher, mais il faut bien reconnaître que dans certains cas, elle est encore employée avec délectation. Elle a un sens dans l'événementiel politique, c'est sûr. Elle a moins de sens dans le domaine social et économique ; et moins encore dans le domaine des psychologies collectives. Mais de toute façon, les sociologues ont l'habitude — et c'est l'entraînement même du formalisme logicien qui l'implique — de décomposer des problèmes beaucoup mieux que ne savent le faire les historiens habituellement. Décomposer les problèmes en un certain nombre de variables, mettre les variables en place, les unes par rapport aux autres, les doter d'ailleurs de coefficients d'importance éventuellement. Et les aligner de telle sorte que lorsqu'ils sont au bout de leurs recherches, ils peuvent aboutir à des conclusions qu'ils croient solides ; d'autant plus qu'ils ont commencé par analyser le problème avec plus de rigueur logicienne. Parmi les variables il y en a une qui s'appelle la variable « *temps* ». Pour beaucoup de sociologues, la variable temps n'est jamais qu'une variable parmi d'autres. Vous l'ajoutez à d'autres, vous la mettez ou vous ne la mettez pas dans votre tableau, vous jouez sur elle ou non. Sur ce plan il y a un malentendu grave. L'historien considère que le temps est irréversible, et ne peut pas se manipuler comme d'autres variables ; d'autre part, le temps est créateur. La durée crée des situations différentes et qui ne se répètent pas. Par conséquent nous analysons, historiens, des continuités, des permanences, et aussi des discontinuités et des disfonctions, mais nous les analysons dans cette perspective selon laquelle il n'y a pas de retour en arrière ; tout ce qui est né du temps ne se refait pas, ni ne se répète ; mais entraîne des modifications plus ou moins



fondamentales sur lesquelles il n'est pas possible de revenir. Alors que le jeu sur la variable temps laisse entendre que variable comme les autres, elle peut parfaitement non seulement être mise entre parenthèses, mais d'autre part ne doit pas être survalorisée ; il y a survalorisation du temps chez les historiens, d'une façon très légitime.

C'est là un débat ouvert, ou plus exactement sous-jacent, car finalement les discussions entre sociologues et historiens en France ne sont pas tellement vivantes, pas plus que les discussions entre historien économistes et spécialistes d'économie politique. Mais c'est bien aussi un des traits caractéristiques de la vie universitaire française.

R. MANDROUX.